

Bulletin d'analyse

Date 15 avril 2022

Analyse de la situation au Tchad

Les semaines à venir seront décisives pour déterminer l'avenir du Tchad à travers le processus de réconciliation en cours. Le gouvernement de transition a présenté, après un peu plus d'un mois, un projet d'accord¹ avec les politico-militaires réunis à Doha depuis le 13 mars 2022. Et par un communiqué de presse signé du Ministre de la communication le 16 avril, le gouvernement a confirmé la tenue du dialogue inclusif le 10 mai 2022 à N'Djamena. C'est pour couper court aux rumeurs faisant état du possible report de la date et c'est en même temps un message clair à l'endroit des mouvements politico-militaires réunis à Doha dont un des porte-parole en l'occurrence le colonel Adoum Yacoub, interrogé par RFI, il a rejeté le projet d'accord qu'il qualifie de honteux « *C'est un document qui ne propose absolument rien, dans ce sens qu'il demande purement et simplement le ralliement des groupes politico-militaires. C'est un texte honteux, indigne d'être présenté dans un forum de cette nature. C'est un manque total de considération de l'opposition politico-militaire, mais aussi du médiateur* ».

De son côté, le leader du PSF M. Yaya Dilo¹ a déclaré que les conditions ne sont pas encore réunies pour le dialogue alors que l'Union pour la refondation du Tchad (URT), le prochain dialogue national inclusif doit être l'occasion d'une refondation totale du Tchad pour assurer sa stabilisation et se tourner vers son développement. Selon le Président de l'URT, l'ancien ministre Sidik Abdelkerim Hagggar, qui dirige une coalition de partis politiques, « *toutes les questions transversales qui peuvent être abordées, au niveau du dialogue national inclusif, pour lesquelles nous aimerions dès à présent avant même de rentrer au dialogue avoir un compromis, une vision commune sur par exemple les critères de participation, les règlements intérieurs, la nouvelle charte de transition...* (Radio Oxygène) ».

Il faut rappeler que le Tchad vit depuis six décennies (1963 – 2022) des conflits et aucun des 7 chefs d'états n'est arrivé au pouvoir par des élections démocratiques. L'avènement au pouvoir d'un conseil militaire de transition et la promesse d'une réconciliation nationale exclusive précédée des élections libres et transparentes renaît l'Espoir d'un nouveau Tchad chez les tchadiens qui très vite ont déchanté après les massacres perpétrés début de l'année dans le Ouaddai à l'est et au sud du pays. Sortis en masse à Abéché le 24 et 25 janvier, les jeunes ont été violemment réprimés par les forces de l'ordre faisant officiellement 21 morts et 80 blessés. 211 personnes ont été détenues avant d'être relâchées à l'arrivée d'une délégation ministérielle cherchant à apaiser la situation. Le gouverneur accusé par la population d'être à l'origine des ordres de la tuerie a été remplacé mais nommé Directeur général des renseignements généraux.

A Sandana dans la Province du Moyen Chari le 09 Février 2022, un conflit agriculteurs éleveurs s'est éclaté, causant la mort des douze éleveurs.

Il faut dire que depuis mi-février, la situation est calme sur tous les fronts (terrorisme et rébellion), mais tous les yeux sont tournés vers la transition et le processus de dialogue. La population se demande toujours sur les intentions réelles des autorités de la transition : vont-elles respecter leur engagement ou vont-elles manipuler le processus de la réconciliation et les élections pour se maintenir au pouvoir ? Toutefois, les tchadiens veulent que ces promesses se traduisent par des actions concrètes en faveur du processus de réconciliation, et que sa réussite dépendra du respect des recommandations qui seront issues du dialogue. La population tchadienne souhaite prouver au monde entier qu'il est possible de changer l'image d'un pays guerrier par un pays capable à se donner une autre image de pardon, de réconciliation, capable de cesser le crépitement des armes pour relancer la roue du développement. Selon une enquête effectuée par le CEDPE, sur un échantillon de 1000 personnes (100/arrondissement), 56 % se disent optimistes que les tchadiens puissent se réconcilier à travers le dialogue contre 41% d'opinions non favorables à la réconciliation par le dialogue et seulement 3% des personnes qui ne croient ni à une possible réconciliation à travers le dialogue, ni à une impossibilité de se réconcilier via le dialogue.



Cette statistique pourrait refléter le souhait de voir un Tchad nouveau réconcilié et témoigner surtout les efforts des autorités de transition en la matière. Les 41 % d'opinions pessimistes et non défavorables pourraient peut-être s'expliquer par l'apologie de la politique de la main tendue du maréchal Idriss Déby, assaisonnée de fora¹, qui en fin de compte n'a produit que le vécu d'aujourd'hui.

Croyez-vous que le Tchad est sur le bon chemin menant à la paix ?

Nombre des personnes sondées	Nombre	Pourcentage
Oui	434	43
Non	470	47
Autres (abstention)	95	10
Total	999	100

Cette enquête effectuée par le CEDEP sur un échantillon de 1000 personnes dans les dix arrondissements de N'Djamena sans l'élargir au reste des provinces.

Par ailleurs, une tendance importante soit 47% estime que le Tchad n'est pas encore sur le bon chemin menant à la paix contre 43% qui sont optimistes et 10% de personnes se sont abstenues. Ce schéma ici présent, traduit l'incertitude des opinions publiques sur l'avenir du Tchad. Les populations ne sont ni optimistes, ni pessimistes. Une situation qui pourrait certainement se comprendre par le fait que les tchadiens attendent des grandes décisions qui soient prises au minimum concrétisées, par les autorités de transition.

L'HYPOTHESE DU CHANGEMENT ET D'UNE NOUVELLE PERSPECTIVE POUR LE TCHAD

Croyez-vous au changement et au nouveau départ pour le Tchad ?

Nombre des personnes sondées	Nombre	Pourcentage
Oui	639	64
Non	334	33
Autres (abstention)	26	3
Total	999	100

Pour la question du changement et du nouveau départ du Tchad, les statistiques se penchent en faveur de oui (avec 64 %) contre 33 % d'intentions en faveur de non. Ce résultat montre nettement qu'une majorité de personnes interrogées sont confiantes au changement et au nouveau départ du Tchad.

Cette enquête montre à quel point les tchadiens sont aujourd'hui suspendus au processus du dialogue en suivant de près les différends opposant des hautes personnalités.

Sur le plan social, l'inflation a atteint un seuil intolérable pour le bas peuple qui se plaint de l'augmentation des prix des produits de grande consommation. La cherté de la vie, le délestage de l'électricité représentent une crise sociale inquiétante voire une réelle menace sur le devenir du pays. Cela peut impacter sur la cohésion sociopolitique si toutefois une solution n'a pas été trouvée dans le court terme. Certains produits alimentaires connaissent déjà une pénurie provoquant une hausse de prix à l'exemple du riz, de la farine, de l'huile..Les causes de cette cherté de vie que l'on constate un peu partout au monde sont attribuées à la pandémie Covid_19 suivie du conflit militaire en Ukraine. Au Tchad, cette cherté de vie a provoqué une sorte d'insécurité.